

Burundi : les Étudiants dénoncent une "politisation" de leur grève

Arrib News, 10/04/2017 à € Source AFP Les Étudiants des universités burundaises ont dénoncé lundi "une tentative de politisation" de leur mouvement de grève, lancé il y a deux semaines pour protester contre la transformation de la bourse scolaire en prêt remboursable après les études. Le président burundais Pierre Nkurunziza a signé le 1er février un décret transformant la bourse d'étude à laquelle avait droit tout étudiant du public ou du privé, sous certaines conditions (nationalité, un seul redoublement par cycle...), en un prêt-bourse.

Les nouveaux entrants à l'université devront désormais rembourser l'argent avancé, une fois leurs études terminées. Les conditions d'octroi posées par le nouveau décret deviennent aussi plus draconiennes. Ce décret a déclenché une mobilisation immédiate des étudiants. Ceux de l'Université du Burundi (UB) et de l'École normale supérieure (ENS), deux des trois universités publiques, ont lancé un mouvement de grève fin mars. À l'Institut national de santé publique (INSP), la troisième de ces universités publiques, qui regroupent 18.000 étudiants, ils ont envoyé un préavis de grève à leur direction qui court jusqu'au 15 avril. "Nous, représentants des étudiants des universités publiques (...), nous nous inscrivons en faux contre la politisation de nos doléances", ont accusé lundi, dans un communiqué commun, des représentants des étudiants de ces trois universités. Ils dénoncent "l'implication des corps de sécurité", c'est-à-dire la police et le Service national de renseignement (SNR), qui ont selon eux envenimé la situation en pratiquant "l'intimidation" et "l'incarcération" des étudiants. Des étudiants de l'UB avaient envoyé fin mars au président Nkurunziza une lettre exigeant le retrait de ce décret et menaçant d'une grève s'il ne se pliait pas à leur demande. Le gouvernement a répliqué en faisant arrêter des signataires de cette lettre, ce qui a précipité le déclenchement de la grève. La police a confirmé que quatre d'entre eux avaient été arrêtés et étaient poursuivis pour "préparation d'une insurrection". Deux de leurs collègues ont également été arrêtés dans la rue samedi et dimanche dans la capitale Bujumbura par des policiers et des agents en civil, ont indiqué lundi l'AFP des témoins et une source policière. Les étudiants de l'UB, l'ENS et l'INSP ont déclaré protester contre une décision qui "va éliminer les enfants issus de familles paysannes et pauvres de l'enseignement supérieur". Les quelque 30.000 étudiants des universités publiques et privées recevaient jusque-là une bourse mensuelle de 32.000 francs burundais (18 euros). Au Burundi, la grande majorité des étudiants sont issus d'un milieu rural, les paysans représentant environ 90% de la population. Depuis des années, les gouvernements successifs ont tenté de procéder à cette réforme, rendue nécessaire par la multiplication par quatre du nombre d'étudiants lors de la dernière décennie. Mais ces tentatives se sont toujours brisées sur une forte mobilisation étudiante. "Cette fois, le pouvoir a pensé qu'il pouvait profiter du climat de terreur qui règne dans le pays (...) Mais nous sommes déterminés à résister pour ceux qui sont issus de milieux pauvres", a déclaré à l'AFP l'un des dirigeants d'étudiants, sous couvert d'anonymat. Le Burundi traverse une grave crise politique marquée de violences depuis la candidature en avril 2015 du président Nkurunziza à un troisième mandat controversé et sa réélection en juillet de la même année. Ces violences ont déjà fait de 500 morts à 2.000 victimes, selon les sources (ONU et ONG), des centaines de cas de disparition forcée et de torture, et ont poussé à l'exil plus de 400.000 Burundais.

À

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});